

La structure financière de l'Union européenne et de la zone euro

Des changements rapides ces dernières années

Riccardo MASSARO et Erkki LÄÄKÄRI

Statistiques en bref

ECONOMIE ET FINANCES

THEME 2 – 18/2002

MONNAIE ET FINANCES

Contenu

Les ménages détiennent des quantités importantes d'actifs financiers 1

L'évolution de la composition du portefeuille des ménages.... 2

Augmentation rapide de la valeur de certains actifs financiers 3

Sociétés financières..... 4

Sociétés non financières 6

Reste du monde 7

Ces dernières années, les milieux économiques et institutionnels de l'Union européenne et de la zone euro ont connu de nombreuses mutations. Il semble donc opportun d'examiner si ces changements récents ont été assez profonds pour laisser une empreinte visible sur la structure financière. Les résultats présentés ci-dessous proviennent de l'analyse des données disponibles sur les comptes financiers et portent sur la période 1996-2000.

Le meilleur moyen d'observer la structure financière d'un pays, ou d'un groupe de pays, est d'analyser les stocks, ou valeurs en circulation. Une telle description peut toutefois se faire sous de nombreux angles. Dans le présent document, nous adopterons une démarche qui semble naturelle dans l'intermédiation financière. Les aspects suivants seront donc abordés: actifs financiers des ménages; engagements et actifs financiers des sociétés financières; passifs financiers des sociétés non financières. Un chapitre sera également consacré au reste du monde. Les flux, et les réévaluations, seront pris en compte dans certains cas.

Les ménages détiennent des quantités importantes d'actifs financiers

En 2000, le volume du portefeuille total des actifs financiers dépassait les 13 000 milliards d'euros dans la zone euro et atteignait presque les 19 000 milliards d'euros dans l'Union européenne. Dans les deux cas, ces chiffres représentaient plus de deux fois le produit intérieur brut de la zone concernée.¹

Le total des actifs financiers des ménages varie considérablement d'un État membre à l'autre. Lorsque ces actifs sont comparés au produit intérieur brut au niveau national, les valeurs ainsi obtenues sont très diversifiées. Les valeurs les plus basses sont celles de l'Autriche (135 %) et de la Finlande (150 %) (ainsi que de la Norvège, 90 %) et les valeurs les plus élevées appartiennent aux Pays-Bas (297 %), au Royaume-Uni (299 %) et à la Belgique (314 %).

¹ Dans le cadre des dispositions du règlement (CE) n° 2223/96 du Conseil relatif au système européen des comptes nationaux et régionaux dans la Communauté (SEC 95), Eurostat gère un ensemble de données sur les comptes financiers. Cet ensemble de données contient des informations sur l'ensemble complet des secteurs institutionnels et des instruments financiers. L'Irlande, le Luxembourg et la Grèce bénéficient d'une dérogation jusqu'en 2005. Par conséquent, les valeurs de l'UE et de la zone euro mentionnées dans le présent document n'incluent pas les montants de ces trois pays. Le secteur des ménages comprend les institutions sans but lucratif au service des ménages.



Tableau 1. Actifs et passifs financiers des ménages en 2000

Pays ou zone ²	Actifs Financiers		Passifs Financiers	
	Stocks (milliards d'euros)	Proportion du PIB (%)	Stocks (milliards d'euros)	Proportion du PIB (%)
<i>Allemagne</i>	3 642	180	1 500	74
<i>France</i>	3 320	236	648	46
<i>Italie</i>	2 649	227	349	30
<i>Espagne</i>	1 157	190	360	59
<i>Pays-Bas</i>	1 191	297	342	85
<i>Belgique</i>	781	314	111	45
<i>Autriche</i>	277	135	82	40
<i>Finlande</i>	197	150	43	32
<i>Portugal</i>	229	199	89	78
<i>Zone euro</i>	13 445	213	3 525	56
<i>Royaume-Uni</i>	4 635	299	1 192	77
<i>Suède</i>	397	160	130	52
<i>Danemark</i>	256	147	171	98
<i>UE</i>	18 732	226	5 018	61
<i>Norvège</i>	158	90	107	61

Après analyse, il s'avère que les passifs financiers des ménages sont généralement assez modestes. En effet, en 2000, ils représentaient 61 % du PIB de l'Union européenne. Toutefois, il convient de savoir que, dans plusieurs États membres, les valeurs tendent à être plus élevées. C'est le cas en Allemagne (74 %), au Royaume-Uni (77 %), au Portugal (78 %), aux Pays-Bas (85 %) et au Danemark (98 %). Comme personne ne l'ignore, les ménages qui enregistrent des passifs importants en période de récession économique, lorsque le chômage est en hausse, peuvent être confrontés à des difficultés. Toutefois, durant les périodes normales, ces passifs remplissent surtout une fonction importante, ils servent à financer l'achat de logements.

L'évolution de la composition du portefeuille des ménages

La composition des actifs financiers des ménages européens a connu un changement rapide, si l'on tient compte des parts relatives de chaque instrument financier.³ En 1996, les dépôts étaient l'instrument financier le plus important dans l'UE (34 %) et devançaient les provisions d'assurance (29 %) et les actions (24 %). Les obligations n'occupaient qu'une place modeste (11 %). En 2000, après seulement quatre ans, des changements considérables avaient été enregistrés. Les actions étaient désormais le premier instrument financier en importance (34 %) et précédaient les provisions d'assurance, dont le poids n'avait toutefois que très légèrement augmenté (30 %). La part des dépôts s'était effondrée (27 %) et celle des obligations s'était réduite (7 %).

Si nous nous limitons à la zone euro, le tableau obtenu est très semblable à celui décrit ci-dessus pour l'UE.

Dans ce contexte général de mutation rapide, certains États membres ont connu des bouleversements plus spectaculaires. En Italie, la part des dépôts s'est considérablement réduite, passant de 38 % à 25 %. Le recul des obligations a encore été plus radical, de 31 % à 19 %. À ces fortes diminutions correspond une hausse importante des actions, qui ont progressé de 19 % à 43 %.

D'autres États membres ont connu des changements moins spectaculaires mais néanmoins très significatifs. Toutefois, bien que le processus de changement soit général, la répartition des instruments financiers n'est pas la même dans tous les États membres. Ainsi, en 2000, la part des actions était supérieure à 40 % en France, en Italie, en Belgique, en Finlande et en Suède, alors que celle des dépôts dépassait 30 % en Allemagne, au Portugal et en Autriche (ainsi qu'en Norvège). L'Espagne est le seul pays où la part des actions dépassait 40 % et celle des dépôts, 30 %. Les ménages des Pays-Bas et du Royaume-Uni se distinguaient également par des actifs financiers constitués à 50 % ou plus de provisions d'assurance. Par conséquent, la répartition des actifs financiers des ménages de l'UE et de la zone euro est encore loin d'être homogène.

² Les États membres sont classés dans les tableaux en fonction du PIB, car, pour la plupart des secteurs, ce classement correspond approximativement à la taille de l'importance financière.

³ Pour plus de clarté, nous abrègerons souvent les dénominations techniques des instruments financiers. Ainsi, les dépôts correspondent à "numéraire et dépôts", les obligations à "titres autres qu'actions", les actions à "actions et autres participations" et les provisions d'assurance à "provisions techniques d'assurance".

Tableau 2. Principales catégories d'actifs financiers des ménages en 1996*(Stocks; part en pourcentage du total des actifs financiers)*

Pays ou zone	Numéraire et dépôts	Titres autres qu'actions	Actions et autres participations	Provisions techniques d'assurance
<i>Allemagne</i>	41	13	19	26
<i>France</i>	34	4	36	22
<i>Italie</i>	38	31	19	11
<i>Espagne</i>	46	2	36	11
<i>Pays-Bas</i>	21	3	20	53
<i>Belgique</i>	28	29	31	9
<i>Autriche</i>	62	13	7	18
<i>Finlande</i>	31	3	57	8
<i>Portugal</i>	49	1	35	11
<i>Zone euro</i>	37	13	25	22
<i>Royaume-Uni</i>	24	1	20	51
<i>Suède</i>	23	8	31	25
<i>Danemark</i>	28	15	16	39
<i>UE</i>	34	11	24	29
<i>Norvège</i>	39	1	16	35

Tableau 3. Principales catégories d'actifs financiers des ménages en 2000*(Stocks; part en pourcentage du total des actifs financiers)*

Pays ou zone	Numéraire et dépôts	Titres autres qu'actions	Actions et autres participations	Provisions techniques d'assurance
<i>Allemagne</i>	34	10	27	28
<i>France</i>	25	2	46	23
<i>Italie</i>	25	19	43	13
<i>Espagne</i>	36	2	46	13
<i>Pays-Bas</i>	19	2	23	56
<i>Belgique</i>	23	20	44	12
<i>Autriche</i>	55	7	17	21
<i>Finlande</i>	23	1	65	10
<i>Portugal</i>	45	4	32	17
<i>Zone euro</i>	29	8	37	23
<i>Royaume-Uni</i>	22	1	23	50
<i>Suède</i>	15	3	44	29
<i>Danemark</i>	25	10	19	44
<i>UE</i>	27	7	34	30
<i>Norvège</i>	34	1	21	35

Augmentation rapide de la valeur de certains actifs financiers

La croissance qu'ont connue les actifs financiers jusqu'en 2000 a été due en grande partie à la réévaluation des actions. Les évaluations boursières très favorables des actions ont eu une influence directe et indirecte par l'intermédiaire des provisions d'assurance.

Si nous prenons les économies nationales où l'augmentation de la valeur du stock en circulation d'actions a été la plus forte en valeurs absolues, nous constatons que les actions suscitent des enthousiasmes très divers. L'Italie est l'État membre où le plus grand nombre d'actions ont été achetées au cours de la période. La somme des flux entre 1997 et 2000 s'est élevée à 387 milliards d'euros. Toutefois, cet attrait a varié sensiblement au fil du temps: les acquisitions d'actions s'élevaient à 91 milliards d'euros en 1997, ont grimpé à 175 milliards en 1998, ont gardé un niveau soutenu de 102 milliards en 1999 et ont chuté à 20 milliards en 2000. L'Allemagne est le deuxième État membre où les acquisitions d'actions ont été les plus importantes. Ces dernières ont suivi une évolution régulière, passant progressivement de 29 milliards d'euros en 1997 à 78 milliards en 2000, pour un total de 206 milliards d'euros sur toute la période.

Dans les autres États membres, les acquisitions d'actions ont connu des hauts et des bas et présentent un profil différent dans chaque pays. En Belgique, elles ont totalisé 64 milliards d'euros mais ont été faibles en 1997 et 1999 et fortes en 1998 et 2000. En Espagne, les acquisitions d'actions ont atteint un sommet en 1997 (47 milliards d'euros) avant de diminuer progressivement en 1998 et en 1999. En 2000, le climat avait tellement changé que des ventes ont été enregistrées (21 milliards d'euros).

Les ménages du Royaume-Uni ont affiché un comportement insolite mais très intéressant. Au cours d'une période où les valeurs en circulation de leurs actions augmentaient considérablement, ils ont vendu des actions pour un montant total de 109 milliards d'euros, les sorties les plus fortes ayant été enregistrées en 1999 et en 2000.

En guise d'aparté, nous constatons que les acquisitions d'actions en Italie ont été si élevées certaines années qu'elles sont allées au-delà de l'attribution normale de l'épargne courante aux actifs financiers. Le portefeuille des ménages a subi un rééquilibrage et les sorties ont surtout concerné les obligations.

Les provisions d'assurance constituent une autre composante importante du portefeuille des ménages. Des hausses appréciables des stocks ont été observées entre 1996 et 2000 en Allemagne, en France, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Toutefois, il apparaît que si dans les deux premiers pays les réévaluations, ou reclassifications, n'ont été que très légères, dans les deux autres États, elles ont constitué un phénomène essentiel. En effet, la somme des flux durant la période ne correspond qu'à 31 % de l'augmentation du stock de provisions d'assurance au Royaume-Uni et à 48 % aux Pays-Bas. Cette situation est due en grande partie aux différentes politiques d'investissement auxquelles sont soumises les compagnies d'assurance dans les États membres.

Sociétés financières

Les sociétés financières jouent un rôle incontestable dans le fonctionnement des économies développées. Cette importance se reflète dans la taille des actifs financiers pour lesquels elles servent d'intermédiaires. Pour l'ensemble de l'UE, les passifs financiers des sociétés financières s'élevaient à quelque 34 000 milliards d'euros en 2000. L'analyse de la composition des passifs financiers du secteur révèle une stabilité générale mais des changements importants ont toutefois été enregistrés.

Les dépôts sont demeurés la principale composante des passifs au cours de la période, bien que leur part dans le total des passifs dans l'UE soit passée de 49 % en 1996 à 43 % en 2000. La zone euro présente une structure similaire, même si le recul, de 53 % à 45 %, a été plus prononcé. La part des dépôts dans le total des passifs a diminué progressivement dans tous les pays de la zone euro, sauf en Italie, où elle a chuté brutalement (de 58 % à 38 %), et aux Pays-Bas, où elle s'est maintenue à un bas niveau (31 %).

En 1996, la part des obligations dans le total des passifs variait considérablement, de plus de 20 % au Danemark, en Suède et en Finlande, à moins de 10 % en Espagne, en Italie, aux Pays-Bas, au Portugal et au Royaume-Uni. En 2000, les titres de créance présentaient un peu moins de disparités quant à leur poids dans les États membres, le Danemark étant le seul pays à se maintenir au-dessus des 20 %.

En 1996, les actions représentaient 14 % du total des passifs financiers dans l'UE. Les chiffres étaient de 18 % en France, en Espagne et en Suède et de moins de 10 % en Belgique et en Finlande (ainsi qu'en Norvège).

En 2000, l'importance relative des actions dans le total des passifs de l'UE est passée de 14 % à 20 %. L'augmentation a été très perceptible en Italie, de 15 % à 33 %. Le pourcentage était supérieur à 22 % dans trois autres États membres: la Suède, l'Espagne et la France. La proportion la plus faible a été observée au Royaume-Uni (14 %) (la Norvège a même enregistré un pourcentage inférieur, avec 8 %).

Le poids des divers instruments financiers dans les actifs du portefeuille des sociétés financières a évolué entre 1996 et 2000. Les crédits constituaient le principal actif financier détenu par les sociétés financières au cours des deux années. Toutefois, l'importance de cet instrument dans l'UE est passée de 37 % en 1996 à 33 % en 2000. Cette tendance a été générale. La part des obligations n'a augmenté qu'au Portugal et en Espagne (et en Norvège).

Le poids des titres, c'est-à-dire des obligations et des actions réunies, s'est accru. Dans l'UE, la proportion est passée de 37 % en 1996 à 43 % en 2000. Les obligations sont cependant demeurées stables et l'importance croissante des titres n'a été due qu'aux actions. Alors qu'en 1996, les actions ne représentaient plus de 25 % de l'ensemble des actifs financiers qu'au Royaume-Uni, trois autres États membres ont franchi ce seuil en 2000: la Suède, la France et les Pays-Bas. Le poids des actions a augmenté dans la plupart des États membres. Seule exception de taille, et qui n'est peut-être pas surprenante: le Royaume-Uni, qui a gardé un niveau élevé avec 26 %.

Tableau 4. Principales catégories de passifs financiers des sociétés financières en 1996*(Stocks; part en pourcentage du total des passifs financiers)*

Pays ou zone	Numéraire et dépôts	Titres autres qu'actions	Actions et autres participations	Provisions techniques d'assurance
<i>Allemagne</i>	53	18	13	13
<i>France</i>	49	16	18	12
<i>Italie</i>	58	9	15	8
<i>Espagne</i>	69	2	18	7
<i>Pays-Bas</i>	31	7	15	34
<i>Belgique</i>	66	14	9	8
<i>Autriche</i>	60	15	13	8
<i>Finlande</i>	43	24	8	8
<i>Portugal</i>	64	7	17	8
<i>Zone euro</i>	53	14	15	13
<i>Royaume-Uni</i>	43	8	11	27
<i>Suède</i>	32	30	18	13
<i>Danemark</i>	32	32	12	18
<i>UE</i>	49	13	14	17
<i>Norvège</i>	45	14	7	19

Tableau 5. Principales catégories de passifs financiers des sociétés financières en 2000*(Stocks; part en pourcentage du total des passifs financiers)*

Pays ou zone	Numéraire et dépôts	Titres autres qu'actions	Actions et autres participations	Provisions techniques d'assurance
<i>Allemagne</i>	48	17	19	12
<i>France</i>	44	14	23	14
<i>Italie</i>	38	11	33	9
<i>Espagne</i>	60	4	24	9
<i>Pays-Bas</i>	31	9	18	30
<i>Belgique</i>	57	10	14	10
<i>Autriche</i>	54	16	18	8
<i>Finlande</i>	40	15	18	12
<i>Portugal</i>	59	7	18	9
<i>Zone euro</i>	45	13	22	13
<i>Royaume-Uni</i>	42	9	14	24
<i>Suède</i>	33	20	25	14
<i>Danemark</i>	30	30	17	18
<i>UE</i>	43	13	20	17
<i>Norvège</i>	38	18	8	18

Sociétés non financières

En 1996, les actions et autres participations constituaient déjà le principal instrument de financement de l'activité économique des sociétés non financières. Dans l'ensemble de l'UE, les actions représentaient 51 % du stock total des passifs financiers. En 2000, leur proportion est passée à 61 %. Dans la zone euro, l'augmentation de la part des actions a été légèrement plus forte (de 48 % à 59 %). Le Portugal, qui a enregistré un recul de 46 % à 42 %, a été la seule exception à cette tendance générale.

L'importance accrue acquise par les actions a entraîné une diminution de la part des crédits. Alors qu'ils représentaient 31 % des passifs dans l'UE en 1996, leur poids ne s'élevait plus qu'à 25 % en 2000. Une tendance identique s'est dessinée pour les autres comptes à payer, constitués en grande partie de crédits commerciaux, qui sont passés de 13 % à 10 %.

Les titres autres qu'actions sont demeurés stables à des niveaux très bas (4 % pour les deux années). Les effets, bons et obligations, constituaient donc une source très limitée de financement pour les sociétés non financières européennes.

Il convient d'observer que les actifs et les passifs financiers des sociétés non financières ont progressé à des rythmes plus ou moins semblables. Ainsi, pour l'UE, le total des actifs financiers équivalait à 52 % des passifs financiers en 1996 et à 54 % en 2000. La composition des actifs financiers s'est modifiée durant la période. Le poids des actifs les plus liquides, c'est-à-dire les dépôts et les obligations, a diminué, de 22 % en 1996 à 17 % en 2000. Les actions ont progressé, de 42 à 53 %. La combinaison des crédits (y compris les crédits commerciaux) a baissé de 35 % à 29 %.

Tableau 6. Principales catégories de passifs financiers des sociétés non financières en 1996 et 2000

(Stocks; part en pourcentage du total des passifs financiers)

Instrument financier	Année	Zone	
		Zone euro	UE
<i>Titres autres qu'actions</i>	1996	3	4
	2000	3	4
<i>Crédits</i>	1996	32	31
	2000	25	25
<i>Actions et autres participations</i>	1996	48	51
	2000	59	61
<i>Autres comptes à payer</i>	1996	14	13
	2000	11	10

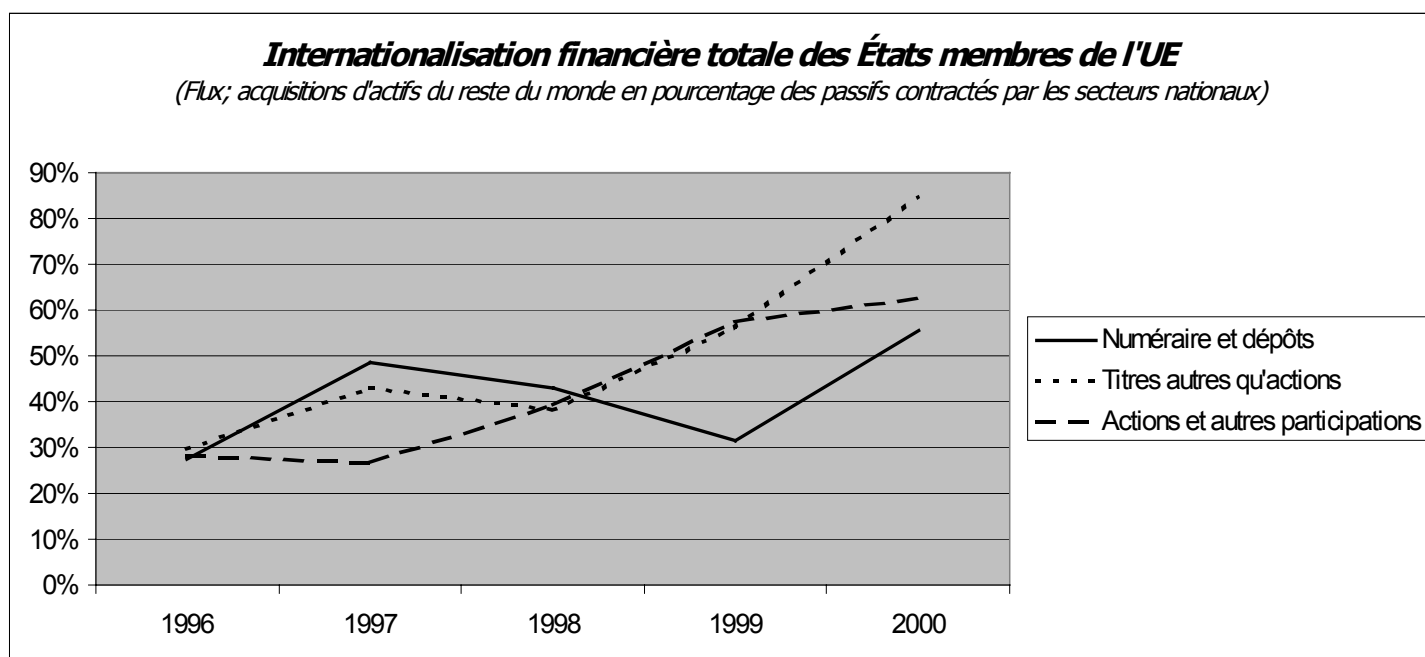
Reste du monde

En ajoutant les valeurs du secteur "reste du monde" aux comptes financiers de chaque État membre, nous disposons, pour chacun des États membres de l'UE, de chiffres concernant les transactions avec le reste du monde. En d'autres termes, nous pouvons présenter des chiffres indiquant les transactions avec les partenaires à la fois européens et non européens. Un tel procédé nous permet d'évaluer le degré d'internationalisation financière totale et peut s'appliquer également à la zone euro.⁴

Si nous prenons la valeur des stocks, nous constatons que, pour les États membres de l'UE, la part d'actifs et de passifs financiers détenus à l'étranger a augmenté entre 1996 et 2000. Le rapport entre les actifs du reste du monde et les passifs détenus par des secteurs nationaux de l'UE a augmenté de 17 % à 24 %. Pour la zone euro, la progression a été de 15 % à 21 % entre 1996 et 2000.

Si nous prenons les flux, cette évolution s'accroît. Le rapport entre les actifs du reste du monde et les passifs des secteurs nationaux a doublé dans l'UE, passant de 25 % en 1996 à 50 % en 2000. Pour la zone euro, le changement a été encore plus net: de 19 % en 1996 à 45 % en 2000.

Les instruments financiers les plus dynamiques ont été les obligations, les dépôts et les actions. Pour l'ensemble des flux, les accélérations les plus rapides par rapport à l'année précédente ont été enregistrées en 1997 et en 2000.



⁴ Cette définition du "reste du monde" pour la zone euro est différente du concept utilisé dans les statistiques de la balance des paiements, pour lesquelles les transactions avec des partenaires situés au sein de la zone sont déduites.

Pour en savoir plus:

➤ Les bases de données

New Cronos: Theme 2, Domain: Fina

Pour toute information ou commande de publications, bases de données et extractions de bases de données à la demande, contactez le réseau **Data Shops**:

BELGIQUE/BELGIË	DANMARK	DEUTSCHLAND	ESPAÑA	FRANCE	ITALIA – Roma
Eurostat Data Shop Bruxelles/Brussel Planistat Belgique Rue du Commerce 124 Handelsstraat 124 B-1000 BRUXELLES / BRUSSEL Tel. (32-2) 234 67 50 Fax (32-2) 234 67 51 E-mail: datashop@planistat.be URL: http://www.datashop.org/	DANMARKS STATISTIK Bibliotek og Information Eurostat Data Shop Sejrogade 11 DK-2100 KØBENHAVN Ø Tlf. (45) 39 17 30 30 Fax (45) 39 17 30 03 E-mail: lib@dst.dk Internet: http://www.dst.dk/bibliotek	STATISTISCHES BUNDESAMT Eurostat Data Shop Berlin Otto-Braun-Straße 70-72 (Eingang: Karl-Marx-Allee) D-10178 BERLIN Tel. (49) 1888 644 94 27/28 Fax (49) 1888-644 94 30 E-Mail: datashop@destatis.de URL: http://www.eu-datashop.de/	INE Eurostat Data Shop Paseo de la Castellana, 183 Oficina 011 Entrada por Estébanez Calderón E-28046 MADRID Tel. (34) 91 583 91 67 Fax (34) 91 579 71 20 E-mail: datashop.eurostat@ine.es URL: http://www.datashop.org/	INSEE Info Service Eurostat Data Shop 195, rue de Bercy Tour Gamma A F-75582 PARIS CEDEX 12 Tél. (33) 1 53 17 88 44 Fax (33) 1 53 17 88 22 E-mail: datashop@insee.fr	ISTAT Centro di Informazione Statistica Sede di Roma, Eurostat Data Shop Via Cesare Balbo, 11a I-00184 ROMA Tel. (39) 06 46 73 31 02/06 Fax (39) 06 46 73 31 01/07 E-mail: dipdiff@istat.it
ITALIA – Milano ISTAT Ufficio Regionale per la Lombardia Eurostat Data Shop Via Fieno 3 I-20123 MILANO Tel. (39) 02 80 61 32 460 Fax (39) 02 80 61 32 304 E-mail: mileuro@tin.it	LUXEMBOURG Eurostat Data Shop Luxembourg 46A, avenue J.F. Kennedy BP 1452 L-1014 LUXEMBOURG Tél. (352) 43 35-2251 Fax (352) 43 35-2221 E-mail: dslux@eurostat.datashop.lu URL: http://www.datashop.org/	NEDERLAND STATISTICS NETHERLANDS Eurostat Data Shop-Voorburg Postbus 4000 2270 JM VOORBURG Nederland Tel. (31-70) 337 49 00 Fax (31-70) 337 59 84 E-mail: datashop@cbs.nl	NORGE Statistics Norway Library and Information Centre Eurostat Data Shop Kongens gate 6 Boks 8131 Dep. N-0033 OSLO Tel. (47) 21 09 46 42/43 Fax (47) 21 09 45 04 E-mail: Datashop@ssb.no	PORTUGAL Eurostat Data Shop Lisboa INE/Serviço de Difusão Av. António José de Almeida, 2 P-1000-043 LISBOA Tel. (351) 21 842 61 00 Fax (351) 21 842 63 64 E-mail: data.shop@ine.pt	SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA Statistisches Amt des Kantons Zürich, Eurostat Data Shop Bleicherweg 5 CH-8090 Zürich Tel. (41) 1 225 12 12 Fax (41) 1 225 12 99 E-mail: datashop@statistik.zh.ch Internet: http://www.statistik.zh.ch
SUOMI/FINLAND STATISTICS FINLAND Eurostat Data Shop Helsinki Tilastokirjasto PL 2B FIN-00022 Tilastokeskus Työpajakatu 13 B, 2/Kerros, Helsinki P. (358-9) 17 34 22 21 F. (358-9) 17 34 22 79 Sähköposti: datashop@stat.fi URL: http://www.tilastokeskus.fi/ttk/kk/datashop/	SVERIGE STATISTICS SWEDEN Information service Eurostat Data Shop Karlavägen 100 - Box 24 300 S-104 51 STOCKHOLM Tfn (46-8) 50 69 48 01 Fax (46-8) 50 69 48 99 E-post: infoservice@scb.se Internet: http://www.scb.se/info/datashop/eudatashop.asp	UNITED KINGDOM Eurostat Data Shop Office for National Statistics Room 1.015 Cardiff Road Newport South Wales NP10 8XG United Kingdom Tel. (44-1633) 81 33 69 Fax (44-1633) 81 33 33 E-mail: eurostat.datashop@ons.gov.uk	UNITED STATES OF AMERICA HAVER ANALYTICS Eurostat Data Shop 60 East 42nd Street Suite 3310 NEW YORK, NY 10165 USA Tel. (1-212) 986 93 00 Fax (1-212) 986 69 81 E-mail: eurodata@haver.com		

Media Support Eurostat (seulement pour journalistes professionnels):

Bâtiment Bech Bureau A4/017 • L-2920 Luxembourg • Tél. (352) 4301 33408 • Fax (352) 4301 35349 • e-mail: eurostat-mediasupport@cec.eu.int

Pour toute information méthodologique:

Riccardo MASSARO, Estat/B4, L-2920 Luxembourg, Tel. (+352) 4301-33763, Fax (+352) 4301-32929, Riccardo.Massaro@cec.eu.int

Erkki LÄÄKÄRI, Estat/B4, L-2920 Luxembourg, Tel. (+352) 4301-34930, Fax (+352) 4301-32929, Erkki.Laakari@cec.eu.int

Ce 'Statistiques en bref' a été réalisé en collaboration avec Anders NORDIN, Gilles REVELIN et Hubertus VREESWIJK

ORIGINAL: Anglais

N'hésitez pas à nous rencontrer sur Internet à l'adresse suivante: www.europa.eu.int/comm/eurostat/ si vous désirez de plus amples informations!

Une liste des bureaux de vente dans le monde est disponible à l'**Office des publications officielles des Communautés européennes**.

2 rue Mercier – L-2985 Luxembourg
Tél. (352) 2929 42455 Fax (352) 2929 42758
URL: <http://publications.eu.int>
courrier électronique: info-info-opoce@cec.eu.int

BELGIQUE/BELGIË – DANMARK – DEUTSCHLAND – GREECE/ELLADA – ESPAÑA – FRANCE – IRELAND – ITALIA – LUXEMBOURG – NEDERLAND – ÖSTERREICH
PORTUGAL – SUOMI/FINLAND – SVERIGE – UNITED KINGDOM – ISLAND – NORGE – SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA – BALGARJIA – CESHÁ REPUBLIKA – CYPRUS
EESTI – HRVATSKA – MAGYARORSZÁG – MALTA – POLSKA – ROMÂNIA – RUSSIA – SLOVAKIA – SLOVENIA – TÜRKIYE – AUSTRALIA – CANADA – EGYPT – INDIA
ISRAËL – JAPAN – MALAYSIA – PHILIPPINES – SOUTH KOREA – THAILAND – UNITED STATES OF AMERICA

Bon de commande

Je m'abonne à Statistiques en bref pour 1 an (du 1.1.2002 au 31.12.2002):
(adresses des Data Shops et des bureaux de vente voir plus haut)

Formule 1: L'ensemble des 9 thèmes (environ 180 numéros)

Papier: 360 EUR

Langue souhaitée: DE EN FR

Formule 2: Un ou plusieurs des 9 thèmes suivants:

Thème 1 «Statistiques générales»

Thème 6 «Commerce extérieur»

Thème 7 «Transport»

Thème 9 «Science et technologie»

Papier : 42 EUR

Thème 2 «Économie et finances»

Thème 3 «Population et conditions sociales»

Thème 4 «Industrie, commerce et services»

Thème 5 «Agriculture et pêche»

Thème 8 «Environnement et énergie»

Papier: 84 EUR

Langue souhaitée: DE EN FR

Les Statistiques en bref (fichier pdf) peuvent être téléchargés gratuitement du site internet Eurostat. Vous devez simplement vous enregistrer. Pour d'autres formules, veuillez contacter votre Data Shop.

Merci de me faire parvenir un exemplaire gratuit du «mini-guide Eurostat»(sélection de produits et services Eurostat)

Langue souhaitée: DE EN FR

Je souhaite m'abonner gratuitement à «Références statistiques», la note d'information sur les produits et services Eurostat

Langue souhaitée: DE EN FR

M. M^{me} M^{lle}

(SVP écrire en majuscules)

Nom: _____ Prénom: _____

Société: _____ Département: _____

Fonction: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Ville: _____

Pays: _____

Tél.: _____ Fax: _____

E-mail: _____

Paiement à réception de la facture de préférence par:

Virement bancaire

Visa Eurocard

Carte N°: _____ Expiration le: ____/____

Merci de confirmer votre numéro de TVA intra-communautaire:

A défaut, la TVA sera appliquée automatiquement. Aucune note de crédit ne sera établie a posteriori.